Transcription Livestream 14.02.2025

Briefing de presse après le Conseil de gouvernement (14.02.2025)

# Intervenants

* Luc Frieden, Premier ministre
* Journalistes

# Langues

* Luxembourgeois

# Transcription

[Luc Frieden]

Mesdames et messieurs bonjour.

C'est un plaisir de vous voir.

On n'a pas eu tant d'occasions pour discuter ensemble depuis le début de l'année.

Il y a beaucoup de choses qui se passent dans le monde et au Grand-Duché et après ce Conseil du gouvernement, je pensais qu'il était bien de faire le point de nos discussions et comme toujours de répondre à vos questions.

Des questions quant à différents sujets.

Le Gouvernement a évidemment a passé beaucoup de temps et investi beaucoup de moyens pour discuter de la situation internationale.

L'Europe et le monde se trouvent dans une situation assez délicate, difficile, parce que nous avons beaucoup de gens autour de nous qui défendent des intérêts différents, qui ne sont pas les mêmes que les intérêts de l'Europe.

C'est pour cette raison que cette semaine, donc au début et à la fin de de la semaine, on a eu des réunions importantes auxquelles j'ai dû participer.

Lundi, c'était une réunion stratégique des chefs de gouvernement, une réunion concernant la sécurité de l'Europe qui dépasse le niveau de la défense.

Et après cette conférence de presse, je prendrai un vol pour Munich, pour discuter avec la ministre de la Défense à l'occasion de la conférence de Munich concernant la sécurité.

Il y a des discussions très importantes, très vastes, des discussions informelles aussi en Europe, à la lumière des élections aux États-Unis.

Il faut savoir que l'Europe n'a pas beaucoup d'amis dans le monde, du moins en ce qui concerne l'Union européenne.

Nous avons d'une part la Russie, qui a bouleversé l'ordre du monde après la 2e Guerre mondiale en attaquant l'Ukraine il y a 3 ans.

Et je tiens à le dire aujourd'hui avant le 3e anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, que nous allons continuer à soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien.

Nous n'allons pas les oublier.

Nous avons alors la Chine, qui a de fortes ambitions pour se positionner dans le monde, dans le secteur technologique et dans d'autres secteurs.

Nous avons les États-Unis, notre partenaire traditionnel, notre allié, qui sous la nouvelle administration souhaite dicter le cours du monde et de l'Europe.

Ceci nous concerne donc tous et toutes, aussi nous luxembourgeois.

Pour nous, il y a plusieurs faits importants: nous devons rester allié et partenaire des États-Unis parce que l'Amérique partage des relations historiques énormes.

La 2e Guerre mondiale est un élément de cette histoire commune, nous avons une alliance commune avec les États-Unis au sein de l'OTAN.

L'OTAN qui fonctionne bien aussi parce que les États-Unis coopèrent avec les Européens et l'OTAN défend notre liberté et notre démocratie depuis 75 ans.

L'Amérique est un partenaire commercial très important de l'Europe et du Grand-Duché et pour cette raison nous voulons maintenir cette relation.

Mais il est également clair, que pour le Grand-Duché, il est important également, que nous nous engageons en Europe pour des valeurs communes, des intérêts et des principes communs.

Ce sont les armes les plus fortes d'un petit pays comme le Grand-Duché, c'est le respect du droit international.

Les grands pays peuvent se permettre de développer leur puissance, aussi la puissance militaire, et nous le faisons par le biais du droit international.

Pour cette raison, nous sommes en faveur d'organisations multinationales.

Nous sommes au côté du Danemark par exemple, lorsque le statut du Groenland est mis en question.

Pour cette raison nous allons soutenir l'Ukraine, vu qu'il s'agit de principe du droit international, de la souveraineté d'un pays et de l'intégrité territoriale d'un pays.

Et pour cette raison, ces principes doivent être rappelés constamment ensemble avec nos amis en Europe.

Et, nous en tant que luxembourgeois, et en tant qu'Européens, nous devons devenir plus autonomes, plus forts.

Nous devons nous organiser davantage au niveau politique, économique et militaire.

Au niveau politique, en entreprenant davantage ensemble et en prenant des décisions ensemble, au niveau économique en renforçant notre économie.

Ce n'est que grâce à une économie forte et une agriculture forte, qui produit nos aliments,...

Nous sommes donc moins dépendants tiers.

C'est également le cas pour l'énergie, c'est-à-dire où il faut éviter une dépendance trop forte d'autrui.

Et au niveau militaire, cela veut dire que dans les années à venir, nous les Européens, nous devons produire davantage d'armes, acheter plus chez nous et être interopérable pour éviter que nous ayons 27 ou 30 armées, les unes à côté des autres, mais pour qu'on puisse acheter et penser comme une seule armée.

Ceci coûtera de l'argent dans les années à venir, aussi au Grand-Duché.

Nous essayons d'investir 2% de notre richesse nationale dans la défense.

C'est déjà un montant important pour le Grand-Duché.

Vous savez qu'il y a des discussions en cours pour augmenter ce pourcentage.

Ce sera une discussion délicate au sein de l'OTAN, mais nous devons nous préparer à un pourcentage de 3% plutôt que 2%.

Ce n'est pas une décision à prendre aujourd'hui, mais nous ne pouvons pas nous reposer sur les épaules des autres en matière de défense.

Ceci ne fonctionnera plus.

C'est pourquoi nous devons faire des efforts, aussi en tant que luxembourgeois, et ce ne sera pas plus facile que maintenant.

Il n'y a pas que la défense, la sécurité comprend la sécurité digitale, la sécurité des centres de données, c'est la communication par satellite...et c'est ce que nous avons discuté au sein du gouvernement.

Si nous devons investir davantage d'argent, alors nous devons savoir obtenir un retour économique plus important.

Nous avons donc demandé au ministre de l'Économie et à d'autres collègues d'intégrer davantage d'entreprises dans les efforts pour plus de sécurité, pour que le Grand-Duché ne fait pas que dépenser de l'argent pour la liberté et la sécurité, mais aussi pour sécuriser des emplois.

C'est un volet très important, c'est-à-dire nos relations avec le reste du monde, une Europe forte, un partenariat avec l'Amérique, mais en même temps insister sur nos principes et nos intérêts.

Et comme je viens de dire, veiller à ce que le Grand-Duché rassemble beaucoup de partenaires sans être dépendant de tiers.

Dans ce contexte, une autre conférence a lieu ces derniers jours, une conférence très importante: c'était le sommet de Paris, le sommet sur l'intelligence artificielle.

C'est également un sujet qui aura des impacts, des conséquences pour nous, notre façon de vivre et de penser.

Et là aussi l'Europe doit faire sa propre musique et je voudrais bien que le Grand-Duché puisse obtenir une part du gâteau.

Ceci facilitera notre vie dans de nombreux domaines.

C'est un progrès pour l'humanité et je vois surtout les opportunités à côté des risques.

Nous devons rassembler les talents nécessaires, les compétences nécessaires et l'argent nécessaire pour soutenir l'innovation et surtout la recherche dans ce domaine, afin de transformer l'intelligence artificielle en un moyen, en une aide pour l'humanité.

Et afin d'assurer une gestion responsable de l'intelligence artificielle, j'ai pu discuter avec une start-up française lors du sommet de Paris, où j'ai pu discuter avec des entrepreneurs très dynamiques, qui sont les fondateurs de cette entreprise.

Et j'ai trouvé un accord pour que dans les semaines à venir nous puissions analyser différents projets de coopération et le cas échéant de convaincre l'entreprise de venir à au Grand-Duché pour y déployer ses activités.

J'espère que d'ici mai/juin, nous pourrons continuer à travailler sur ce sujet et que nous pourrons jouer un rôle important.

Il s'agit d'un rôle de leader en Europe en matière d'IA et ceci cadre donc avec la discussion globale sur la stratégie de la sécurité que je viens de mentionner.

Ce matin, nous avons parlé de l'Europe, des différentes dimensions de l'Europe, notamment de la décision du gouvernement allemand, du chancelier Scholz, de maintenir, de prolonger les contrôles aux frontières, notamment avec le Grand-Duché.

Le gouvernement luxembourgeois a reçu le courrier de la ministre de l'Intérieur allemande.

Nous contestons le contenu de ce courrier et c'est pour cette raison que nous avons décidé, comme on l'a annoncé, que si jamais l'Allemagne prolongeait les contrôles aux frontières, nous allons introduire un recours auprès de la Commission européenne, pour que la Commission analyse les conditions de l'accord Schengen, si ces conditions sont respectées pour organiser les contrôles à l'intérieur de l'Europe.

Nous ne pensons pas que c'est un bon moyen.

Pour contrôler la migration on a besoin de contrôles aux frontières extérieures de l'Europe.

La Commission est la gardienne des traités, et c'est pourquoi nous avons chargé le ministre de l'Intérieur d'adresser un courrier à la Commission européenne dans les jours à venir, pour que la Commission européenne vérifie si ces contrôles aux frontières sont justifiés ou pas.

Ce matin, nous avons également eu une discussion autour de la situation économique et sociale dans notre pays, discussion que nous avons fréquemment et dans ce contexte nous avons parlé de nouveau du dialogue social.

Je tiens donc au nom du gouvernement de rappeler que, bon, ce n'est pas nouveau, mais il faut le redire, vu qu'on dit souvent le contraire, que le gouvernement tient à un bon dialogue social avec tous les partenaires sociaux.

Ceci a été prouvé maintes fois.

La semaine passée j'ai accueilli le bureau du Conseil économique et social, qui représente le dialogue social institutionnalisé.

J'ai un entretien très positif avec cette instance, et c'est une instance qui est très utile pour le pays.

Et comme vous le savez, nous avons trouvé un accord salarial avec le Syndicat de la Fonction Publique.

C'était un dialogue très constructif, tout comme les entretiens entre partenaires sociaux et en l'occurrence l'État, comme employeur de la fonction publique.

Nous allons continuer les pourparlers avec les syndicats du secteur privé.

Je constate que lors du congrès du LCGB en présence de l'OGBL, trois ministres étaient sur place et ont pris la parole.

On ne peut donc pas dire, qu'il n'y a pas de dialogue.

Et déjà trois ministres qui étaient présents lors de ce congrès, ce qui est très positif et un bon signe.

Et comme beaucoup de collègues, je partage l'opinion que dans l'intérêt de la paix sociale et du progrès social, il faut continuer le dialogue.

Le gouvernement souhaite moderniser le pays et adapter le droit du travail aux évolutions actuelles.

C'est également le souhait de nombreux électeurs de ce gouvernement, c'est-à-dire de trouver un bon équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale.

Nous allons donc faire progresser la modernisation dans le discours avec les partenaires sociaux.

C'est pourquoi ici je tiens à dire que ceux qui appellent à la grève ou à des manifestations dans la rue, que je respecte une telle décision, mais je parle à beaucoup de gens dans notre pays qui me disent, voilà, pourquoi faire la grève?

Ou quel est le pouvoir des syndicats?

Mais le gouvernement luxembourgeois veut discuter avec les syndicats aussi en matière de convention collective et que les syndicats ont le droit exclusif de négocier des conventions collectives.

Ce qui est la revendication principale.

Je souhaite dire qu'on nous demande souvent quand est-ce qu'il y aura ces discussions sociales.

Ce n'est pas un événement où à une trentaine de personnes on prend des décisions. Non!

C'est une manière d'être en contact régulier avec les syndicats.

Et c'est pour ça qu'après les vacances de carnaval, il y aura des discussions bilatérales avec les syndicats ainsi qu'avec les sociétés, afin de discuter ensemble avec le ministre des Travail etc.

Pour voir où sont les doléances principales et s'il y a des sujets qui ne sont pas encore dans les projets de loi, comment peut-on avancer?

Tous les sujets autour des conventions collectives: quelles sont les attentes, quelle est l'organisation du travail qu'on peut mieux adapter à notre société?

Je suis très ouvert par rapport aux positions des syndicats d'une part et des sociétés de l'autre et aussi en ce qui concerne à la situation économique générale.

Je suis convaincu que l'état d'esprit qui caractérise notre pays et l'état d'esprit dans lequel fonctionne notre gouvernement et c'est un état d'esprit que j'ai toujours eu: je suis ouvert au dialogue, tout comme mes collègues au sein du gouvernement.

Récemment le ministre du Travail m'a dit qu'il était membre du LCGB et que son père y était déjà.

Ce n'est pas comme s'il n'y avait pas de contact.

À l'avenir, dans le proche avenir, je me réjouis qu'il y ait des discussions avec les syndicats et également avec les employeurs.

Et je pense de cette manière que dans les mois à venir, comme on l'a fait par le passé, qu'on ne va pas discuter de disputes mais qu'on va avancer et que le Parlement puisse prendre ses responsabilités.

À ce sujet, toutes les personnes qui pensent qu'il n'y a pas de dialogue social, ces personnes sont erronées.

Il y a la présence de beaucoup de ministres, qui discutent en permanence et c'est très positif.

Je pense qu'une ronde sociale qu'on peut peut-être faire à trois une fois, ne va jamais remplacer les autres organes.

Parce que c'est une question qui est toujours posée et reposé dans la presse.

Le CPTE a une mission de par la loi, de même que la tripartite .

Mais à côté de ça, il faut un dialogue social intensif et je pense que surtout au niveau des conventions collectives on trouvera un accord précieux dans notre dialogue avec les partenaires sociaux.

On a également fait le point ce matin pour ce qui est de des énergies renouvelables.

Un des principaux objectifs de ce gouvernement, c'est ce sujet-là.

Et on est content de constater qu'après un an de notre gouvernement on a fait beaucoup de progrès au niveau des énergies renouvelables.

Pour l'année dernière, en 2024, on a installé 8 000 nouvelles installations solaires.

C'est un record vraiment important, c'est un tiers de toutes les installations solaires existantes jusqu'à maintenant.

Cela commence à bien fonctionner.

On se réjouit déjà que sur une année, un tiers de toutes les installations ont pu être construites.

Voilà qui est très positif pour l'avenir également.

Dans cette optique, j'ai entamé une consultation avec le ministre de l'Énergie et le ministre de l'Environnement pour voir comment progresser au niveau de la simplification des procédures ainsi qu'au niveau du préfinancement des installations solaires qui est déjà en route en matière de législation et on espère que ce sera en vigueur d'ici l'été.

Et ce sera encore un pas en avant pour les installations à ce niveau.

Et je pense que là aussi on avance bien au niveau des installations des énergies renouvelables et là aussi ça montre que la politique environnementale est prise au sérieux au Luxembourg.

Dans ce contexte je veux souligner qu'on a également fait des progrès au niveau de l'Agri-PV, donc les installations photovoltaïques qu'on met en place au niveau de l'agriculture.

Donc là on va faire un appel d'offre pour installer la grille PV et celui-ci sera bientôt publié dans la presse.

On financera des installations pour une performance pour 75 mégawatts, la dernière était pour 50 mégawatts.

Donc c'est beaucoup plus cette fois-ci.

Et là ce sera bien d'avoir une participation des agriculteurs actifs.

Cela revient à une bonne collaboration entre les ministres de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Agriculture et nous en sommes vraiment très satisfaits.

Ce matin dans le conseil de gouvernement on a adopté un projet de loi qui concerne une autre promesse du gouvernement, que j'ai expliqué lors de la déclaration sur l'état de la nation.

Afin de renforcer davantage la démocratie nous avons donné suite à une demande de la Commission consultative des droits de l'homme, de ne plus être rattachée au ministère d'État.

Afin de renforcer son indépendance, elle sera placée sous l'autorité du Parlement.

Il y avait déjà une certaine indépendance, mais là ce sera encore un renforcement de celle-ci

Je voudrais encore vous donner quelques dates ou dans ce contexte je voudrais vous donner encore quelques nouveautés qu'on a discuté ce matin:

D'abord le changement de la couronne, donc le Grand-Duc Henri va céder sa place au Grand-Duc héritier Guillaume.

Ce sera le 3 octobre dans la Chambre.

Le Grand-Duc Henri va d'abord abdiquer au Palais, ensuite, le 3 octobre en fin de matinée, le Grand-Duc Guillaume va prêter serment devant la Chambre.

Le 4 octobre, donc samedi, il y aura une grande fête populaire avec beaucoup d'événements à différents endroits (trois ou quatre) du pays, qu'on est encore en train de définir.

Ce sera un grand événement dans l'intérêt du Luxembourg et pour le soutien également au niveau de la culture, parce qu'on va fêter le chef de l'État ensemble avec les artistes luxembourgeois.

J'espère déjà que beaucoup de personnes participeront à cette grande fête.

Si l'on souhaite que les Luxembourgeois restent dans le pays ce jour-là, et qu'ils participent aux célébrations pour cet événement culturel et institutionnel, et comme cela tombe sur un weekend, le gouvernement a décidé de ne pas créer un jour de congé particulier.

Donc la partie institutionnelle sera le 3 octobre, le 4, ce sera la fête populaire, et nous pensions alors que c'était mieux que les personnes restent dans le pays et n'aient pas un weekend prolongé, pour partir hors du pays.

C'est pour ça qu'on n'a pas décidé d'un jour de congé particulier pour ce changement de trône.

D'autres événements encore: Nous souhaitons proposer à la Chambre de faire le discours sur l'état de la nation le 13 mai.

C'est une date que la Chambre doit encore accepter, mais c'est bien la proposition que nous faisons au sein du gouvernement.

Et finalement, nous avons autorisé le ministre des Sports de déposer notre candidature auprès des organisateurs du Tour de France, afin que le départ du Tour de France puisse se faire dans l'année 2028.

C'est un événement très important avec un retour économique, culturel et touristique, et bien entendu sportif pour le Luxembourg, donc en 2028.

Il y a une raison particulière pour cela, parce qu'en 2028 ça fera exactement 100 ans que Nicolas Frantz a remporté le Tour de France pour la 2 fois.

Cela fait également 70 ans que Charly Gaul a gagné le Tour de France.

Donc c'est vraiment la fierté luxembourgeoise.

À côté d'autres coureurs importants comme François Faber et les frères Schleck, il y a une vraie raison de bien positionner le Luxembourg dans le monde du vélo.

Et cette décision sera prise par le Tour de France bien entendu, mais aujourd'hui nous avons autorisé le ministre des Sports de poser la candidature pour 2028.

Voilà on a fait le tour de beaucoup de sujets, sujets dont il était question ce matin et là je suis prêt à répondre à vos questions.

[Journaliste]

RTL.

Très brièvement, vous avez dit qu'il faut se préparer à 3% de dépenses militaires.

Est-ce qu'il s'agit du RNB ou du PIB?

[Luc Frieden]

Il s'agit du RNB, mais je veux dire que vous rédigez vos propres titres, on n'a pas dit qu'on allait aller vers 3%.

À Bruxelles aussi j'ai dit que tout d'abord il faut voir ce qu'il nous faut au niveau de l'Europe.

Première question à se poser: où sont les capacités militaires?

Ou les capacités de sécurité générale qui manquent à l'Europe, même si les Américains se retirent un peu.

On a discuté de ce sujet et à l'OTAN...on va en discuter, alors il faut voir comment financer et par quels moyens.

Est-ce que ça passera par des budgets nationaux ou est-ce que cela pourra être financé par des budgets ou fonds européens ?

Il faut discuter d'abord et j'insiste aussi pour dire qu'il y a d'autres pays comme le Luxembourg, qui sont encore en dessous des 2%, comme p.ex. l'Italie et l'Espagne, mais aussi nos voisins belges avec qui on travaille beaucoup ensemble au niveau militaire.

D'abord il faut répondre à cette question, qu'est-ce qu'il faut de plus pour devenir résistant et résilient dans un contexte sécuritaire complexe

[Journaliste]

C'est bien ce que j'avais compris.

[Luc Frieden]

Je ne le dis pas seulement pour vous, mais en général.

[Journaliste]

Mais vous avez bien dit qu'il faut se préparer mentalement d'aller dans la direction des 3 %.

[Luc Frieden]

Non! C'est une discussion qui est en cours en Europe, on ne peut pas s'en soustraire, mais le gouvernement luxembourgeois n'a pas pris encore une position définitive.

Beaucoup de gens dans le monde parlent déjà de 5%, certains pays européens en sont déjà à 3% ou 4% et ces pays-là font de la pression, pour que les autres prennent également leurs responsabilités pour être solidaire.

C'est pourquoi, en tant que luxembourgeois, on doit également se poser cette question.

Et cette discussion on l'a déjà commencé.

[Journaliste]

Merci je l'ai compris.

[Luc Frieden]

Vous pouvez écrire ce que vous voulez.

[Journaliste]

Une question encore...

Avant la conférence de sécurité à Munich, il a été question que les États-Unis pourraient retirer les troupes.

Qu'est-ce que ça signifierait au niveau de l'Union européenne?

[Luc Frieden]

Vous avez remarqué que la nouvelle administration américaine agit rapidement et de façon différente chaque jour.

C'est pour ça que je souhaite commenter les actualités quand elles sont confirmées.

Ce n'est pas nouveau, sous les présidents précédents les États-Unis étaient aussi moins engagés.

S’il n’y avait pas eu la guerre en Ukraine, cette tendance aurait continué.

Nous pouvons remercier le président Biden, d'avoir pris ses responsabilités aux côtés de l'Europe, dans un moment dramatique pour l'Europe, lorsque la Russie a attaqué l'Ukraine.

Mais je pense qu'il est clair que, quoi qu'il arrive sous la présidence de Trump, les premiers signaux vont dans la direction que vous avez décrite:

Il sera important que l'Europe devienne plus autonome, nous devons le faire de toute façon, ne serait-ce qu'en raison de l'attaque de la Russie contre l'Ukraine.

Si cela n'avait pas été le cas, on ne se trouverait pas dans cette situation aujourd'hui.

Vous savez que les pays autour de l'Ukraine, dans l'Est, les Balkans, la Pologne etc. se font beaucoup de soucis et nous avons la responsabilité pour tout ce continent européen.

Nous avons profité de l'OTAN jusqu'à présent et j'espère, et c'est ce que je souhaite, je le dirai dans tous les entretiens avec d'autres, que nous espérons que l'Amérique constate que l'OTAN est un élément très important pour elle, pour défense non seulement de l'Europe, mais également de l'Amérique ainsi que des intérêts communs.

Nous nous attendons à des propos éventuellement surprenants dans ce contexte dans les semaines à venir.

Nous nous devrons être prêts à marcher seul, et la force économique et la force militaire, et l'autonomie, l'indépendance en Europe, ce sont trois piliers qui sont entrelacés.

[Journaliste]

Vous venez de dire qu'il y a des discussions sur une plus forte autonomie de l'Europe, une armée commune européenne.

C'était déjà le cas lors de la précédente présidence de Trump.

Qu'est-ce qui a changé dans les discussions par rapport au passé?

Donc beaucoup de choses ne sont pas manifestées comme prévu.

Est-ce qu'on peut trouver un accord en Europe pour une politique de défense commune ou une armée commune?

[Luc Frieden]

La différence entre les deux administrations de Trump est la guerre en Ukraine.

Et cette guerre, à mon avis, a bouleversé beaucoup de choses dans notre mentalité européenne, mais aussi dans mes propres réflexions:

je ne pensais pas devenir Premier ministre à un moment de guerre en Europe.

Je peux vous dire que les réunions auxquelles je participe depuis un an la question de la sécurité est un sujet dans presque toutes les réunions du Conseil européen.

Et je pense que la situation actuelle, en ce qui concerne ce sujet, fait que nous allons avoir une position plus forte, plus unie qu'avant.

Ce qui a été le cas déjà depuis la guerre en Ukraine.

Je suis donc convaincu que nous allons y parvenir, de préférence avec les Américains, mais je ne pense pas non plus qu'ils vont se retirer complètement.

Mais donc certaines, voire beaucoup de choses vont bouger et les propos du ministre de la Défense américain sont très clairs.

Et à Munich avec d'autres collègues, je vais discuter d'une réponse appropriée à ces discours.

Lorsqu'on s'est rencontré lors d'une retraite sur la défense stratégique, j'ai constaté le souhait commun de d'agir ensemble.

C'est la première fois que les chefs de gouvernement et les chefs d'État se sont penchés sur un seul sujet dans le cadre d'une retraite informelle.

Ceci prouve l'importance que l'Europe accorde à cette question délicate aujourd'hui et à l'avenir.

Mais c'est une question qu'on ne peut pas considérer détachée d'autres questions dans les domaines de l'énergie, de l'industrie ou encore de l'économie.

Nous devons défendre nos intérêts, l'intérêt de nos populations, le bien-être la démocratie, la liberté, et ceci est un contexte global pour lequel on a besoin d'un environnement sûr.

[Journaliste]

Je pourrais maintenant encore poser une série de questions, mais je vais me concentrer sur les questions sur l'indépendance énergétique et économique et sur les minéraux qui sont nécessaires pour la transition.

Vous savez que les terres rares sont un sujet, les terres rares en Ukraine.

L'Ukraine détient 5 % de ces ressources rares et une partie se trouve entre les mains de la Russie.

Que fait l'Europe pour assurer que le reste de l'Ukraine ne soit pas rongée par la Russie?

On nous annonce chaque jour qu'il y a des villages qui tombent entre les mains de Russes.

[Luc Frieden]

C'est pour cette raison que nous les Européens, nous avons toujours dit que les négociations avec la Russie ne peuvent être menées que sur la base d'une position de force.

Et je pense qu'il est donc important, que s'il y a des négociations, c'est que ces négociations ne peuvent avoir lieu que sous deux conditions:

Primo, l'Ukraine doit être assise à la table de négociations et l'Europe aussi.

C'est notre continent et la paix durable, ainsi que le l'avenir de l'Ukraine aussi en matière de ressources rares, ce sont des questions qui ne peuvent être négociées entre l'Amérique et la Russie seule.

Ce serait négatif pour l'Ukraine et pour l'Europe.

Il faut que ça soit une revendication de principe de la part de l'Europe, de même que le respect du droit international qui est le symbole de l'Europe.

[Journaliste]

L'Ukraine vient de soumettre une proposition à l'Amérique de fournir des terres rares des minéraux rares à l'Amérique.

Mais est-ce que dans ce cas, l'Europe ne s'en sortira pas les mains vides?

[Luc Frieden]

Je ne sais rien au sujet de l'accord entre l'Ukraine et les États-Unis.

Le gouvernement américain n'est en fonction que depuis quelques semaines.

Nous ne sommes pas au courant de tels accords.

Nous sommes du côté de l'Ukraine parce que nous pensons à la situation de sécurité, à la situation de la population dans ce pays.

Nous pensons à l'avenir économique de ce pays, aussi dans le domaine des matières premières.

L'Ukraine doit être assise à la table de négociation.

Évidemment je participe aux conférences et je serai aux endroits où il y a de telles négociations.

J'ai rencontré Monsieur Vance à l'occasion du sommet de Paris, et j'ai expliqué à Monsieur Vance quelle était la politique du Luxembourg, qu'elle consiste en les relations historiques et traditionnelles avec l'Amérique, que nous partageons les valeurs américaines, que l'Amérique nous a donné la liberté.

Mais en même temps, nous voulons que ces valeurs soient maintenues ensemble dans le monde entier.

Et en cas de divergences, on doit pouvoir en parler en tant que partenaires, en tant qu'alliés.

Et monsieur Vance était d'accord.

[Journaliste]

Monsieur le Premier ministre, vous avez dit que qu'on a fait des progrès en matière d'énergies renouvelables.

Il y a des gens qui n'aiment pas trop les éoliennes, il y a des lacunes légales, notamment la distance entre les éoliennes et des zones d'habitation, ou il n'y a pas de plan sectoriel qui prévoit les éoliennes.

Est-ce que nous aurons des textes de loi fixes qui régleront ces problèmes, ces lacunes?

[Luc Frieden]

Nous avons convoqué la table de l'énergie pour aborder de tels sujets.

Je ne sais pas si ce sera le cas pour la prochaine table, mais les différents ministères ainsi que les acteurs sur le terrain, c'est notre là notre méthode, tout comme dans le domaine du logement, nous allons ensemble trouver des solutions avec deux objectifs: construire plus et plus rapidement.

Et ceci par le biais d'un dialogue constructif entre les acteurs sur place et les communes.

Oui, je parle bien de la construction d'éoliennes.

Quand on érige une éolienne, alors il y a des procédures à suivre, à respecter.

Tout comme dans d'autres domaines aussi, comme p.ex. pour les cellules solaires.

Donc dans tous ces domaines, nous voulons une simplification des procédures, pour qu'on puisse avancer plus rapidement.

[Journaliste]

Mais pas au détriment de la nature et des citoyens?

Monsieur Delles avait dit à la radio qu'on n'allait plus tenir compte des critiques.

Est-ce que ça, c'est la bonne méthode?

[Luc Frieden]

Mais dans tous les domaines politique il faut toujours trouver le bon équilibre.

Or, on n'aide pas l'environnement si on a besoin d'une dizaine d'années pour ériger des éoliennes.

Ce gouvernement a déclaré que - peut-être que nous n'avons pas encore trouvé cet équilibre...

Nous avions un objectif, mais nous n'avons pas encore réussi à l'atteindre.

Nous voulons construire ces éoliennes plus rapidement et on a donc besoin d'un certain équilibre.

On rentrera plus dans ces détails lors de la table sur l'énergie.

[Journaliste]

Encore une question concernant les propos de Madame von der Leyen: à Munich elle voulait introduire une clause particulière pour la défense.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Grand-Duché?

[Luc Frieden]

Je ne peux pas vous le dire.

Je ne sais pas ce que Madame von der Leyen a dit.

[Journaliste]

C'est ce que vous avez abordé tout à l'heure: la défense commune en Europe.

[Luc Frieden]

Non, je ne pense pas que c'est cela, sous toute réserve, parce que je ne sais pas ce que madame von der Leyen a dit.

Il s'agit d'abord des règles du pacte de stabilité et de croissance où il y a des situations exceptionnelles qui concernent les pays qui n'ont plus de marge financière.

C'est-à-dire pour que ces pays puissent respecter leurs obligations en matière de d'investissement dans la défense.

Si c'est cela, sous toute réserve, mais ceci n'aura pas d'incidence sur le Grand-Duché vu qu'on n'est pas dans une situation pareille.

[Journaliste]

J'ai une question spécifique, si j'ai bien compté, aujourd'hui c'est la date butoir pour l'achat de Liberty Steel.

Y-a-t-il des nouvelles qui ont été communiquées au conseil gouvernemental?

[Luc Frieden]

Non, le ministre de l'Économie ne nous a pas fait de communication à ce sujet.

[Journaliste]

Une question très brève concernant les contrôles aux frontières et le recours auprès de la Commission européenne.

Est-ce une option?

[Luc Frieden]

Le gouvernement pense que le recours auprès de la Commission européenne est le moyen le plus efficace.

Un recours auprès de la Cour de justice européenne est une procédure qui dure de longues années.

Et nous pensons que c'est le moyen le plus efficace vu que la Commission européenne est la gardienne des traités et peut donc prendre les mesures qui s'imposent.

[Journaliste]

Une dernière question....

[Luc Frieden]

Précision: nous ne faisons pas de recours en justice.

Il s'agit d'un courrier adressé à la Commission pour l'inviter à vérifier les conditions.

[Journaliste]

Une question concernant le la ronde sociale.

On attend un jugement de la Cour de justice européenne.

Le Danemark avait demandé un recours en annulation de la directive sur les salaires minimum et les contrats collectifs.

Est-ce que c'est pour cette raison que dans la CPTE on ne va pas discuter des traités?

Donc que ce n'est pas à l'ordre du jour.

Est-ce qu'on attend d'abord la décision du gouvernement, s'il veut changer la législation sur les conventions collectives?

[Luc Frieden]

Je ne fixe pas leur ordre du jour, c'est la compétence du ministre du Travail.

Toutefois ce processus devant la Cour européenne de justice n'a pas d'impact direct sur nos discussions dans le cadre du dialogue social.

Les conventions collectives sont un instrument important pour les partenaires sociaux pour régler pas mal de choses.

Et c'est pour cela que je pense qu'il faut en discuter avec les partenaires sociaux.

Et ce sera l'objectif des discussions sociales à venir.

Je vais voir tout le monde comment ils perçoivent cette évolution des contrats collectifs, dans le cadre de la législation européenne actuelle, indépendamment du résultat.

Les processus en général durent très longtemps.

Il faut voir maintenant, indépendamment des lois européennes, on a nos conventions collectives, c'est un instrument très important.

Il faut voir comment ça fonctionne et si nécessaire, il faut les adapter.

Et ce sera dans le but de garantir le droit des personnes qui travaillent.

C'est une discussion ouverte et je veux le faire dans un dialogue ouvert avec les syndicats et les sociétés.

[Journaliste]

Est-ce que vous voulez encore parler des conventions collectives ou quelle sera la base?

[Luc Frieden]

Il faut dire ces 30 dernières années le monde a beaucoup changé.

Il y a 30 ans, dans les couples, il n'y avait qu'une seule personne qui travaillait.

Maintenant 2 personnes travaillent.

Il y a 30 ans, il n'y avait pas de travail en ligne, de business en ligne.

La balance entre la vie professionnelle et la vie privée est un concept qui n'existait pas.

Dans un monde qui change, il faut s'adapter toujours et toujours.

Regardez le programme de coalition, il y a beaucoup de nouveaux congés, des temps partiaux, pour soutenir les jeunes familles, des congés particuliers.

Ces sont toutes des questions d'organisation du travail, c'est une modernisation, c'est important.

C'est la raison pour laquelle ce gouvernement a été élu avec une large majorité.

Et on veut arriver à ces changements.

Le dernier changement de la loi sur les conventions collectives c'était quand?

2006?

Cela fait 20 ans.

On peut dire voilà, ça peut continuer encore 20 ans.

Des fois, je pense que c'est mieux de discuter, en dialoguant dans le respect des partenaires sociaux, de considérer ces questions et voir s'il y a des améliorations possibles.

Je pense que dans l'esprit luxembourgeois on trouvera une solution.

Je dois courir à l'aéroport sinon l'avion partira sans moi, j'ai un vol de ligne et c'est bien ainsi.

Et je pense que sera bien que à Munich, nous les politiques, les journalistes, tout le monde, écoute bien attentivement ce qui va se dire.

Il n'y aura pas de décision, mais on entend quelles sera la musique pour les mois à venir.

Parce-que nous croyons à la démocratie, à la paix, à la sécurité, à la prospérité et nous voulons garder haut ses valeurs en tant qu'Européens.

Merci.